

Lycées du Grand Est : la réponse pénale doit être ferme et immédiate

La situation est déjà très tendue devant plusieurs établissements scolaires du Grand Est. Elle est intolérable. Les élèves et les personnels ne peuvent être exposés aux violences, aux menaces et aux dégradations, ni voir l'accès aux lycées compromis.

Alors que des mouvements d'extrême gauche appellent à la « bordélisation » du pays et à la confrontation, les biens publics, et en particulier les établissements scolaires, sont pris pour cible. Rien ne peut justifier que l'école devienne un terrain d'affrontement. Chacun redoute l'incident de trop, l'accident dramatique ou les conséquences d'un acte irresponsable.

Franck Leroy, président de la Région Grand Est, a saisi le garde des Sceaux ce matin. Il lui demande que la Chancellerie adresse aux parquets un message clair de fermeté, afin que la mobilisation de toute la chaîne pénale soit visible et que les violences, menaces et dégradations ne restent pas sans réponse. Les faits commis par des mineurs doivent appeler une réponse adaptée et, lorsque les circonstances le justifient, la responsabilité des parents.

Le président de la Région exprime son soutien plein et entier aux personnels de l'Éducation nationale et des Régions, qui assurent chaque jour le fonctionnement des établissements et ne peuvent être laissés seuls face à ces tensions. Il apporte également son soutien aux forces de l'ordre et aux forces de secours mobilisées pour protéger les personnes et prévenir tout drame.

« Je veux d'abord dire notre soutien aux personnels de l'Éducation nationale et des Régions, qui doivent pouvoir travailler en sécurité. Je veux aussi saluer les forces de l'ordre et de secours mobilisées sur le terrain. On ne peut pas appeler à la confrontation, s'en prendre à nos établissements scolaires et croire qu'il n'y aura aucune conséquence. La République doit garantir la sécurité de tous et apporter une réponse pénale à la hauteur des faits. »

Franck Leroy, président de la Région Grand Est.

